

ASSURANCE

DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES DES CHAMBRES DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT

Formulaire de déclaration du risque

AVERTISSEMENT

Le présent questionnaire ne constitue pas un engagement à souscrire un contrat d'assurance et reste strictement confidentiel.

Le soussigné déclare :

- que les réponses ci-après sont à sa connaissance exactes,
- avoir été informé qu'elles constituent les éléments d'appréciation du risque nécessaires à la fixation des primes et dont l'inexactitude serait susceptible de modifier les engagements de l'assureur (cf. articles du Code des assurances ci-dessous).

Le soussigné ne peut être engagé au-delà des réponses apportées à ce questionnaire.

Les assureurs peuvent demander tous renseignements complémentaires et, dès lors, reconnaissent avoir une connaissance suffisante du risque à garantir.

Article L. 113-8 du Code des assurances

Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Article L113-9 du Code des assurances

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

Nom et adresse du souscripteur :

LES BÂTIMENTS ET LEUR CONTENU

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Compléter le tableau ci-après.

Surface totale à assurer en m ² + d'infos	185 000 m ²	Compléter le fichier Excel + d'infos
Expertise préalable + d'infos	OUI / NON	Si OUI, à joindre
Monuments historiques	OUI / NON	Si OUI, liste à joindre
Œuvres d'art et collections	OUI / NON	Si OUI, liste à joindre

Quel est, dans votre patrimoine, le plus grand ensemble (groupe d'immeubles) dont les bâtiments qui le constituent sont séparés de moins de 10 mètres ?

CFA Boulazac (24), CFA d'Agen (avenue Morère), CFA Moulin Rabaud (87)

Existe-t-il des bâtiments de plus de 5 000 m² ?

OUI / **NON**

Si OUI, en préciser le nom, la nature et la capacité **et transmettre le plan ainsi que le dernier avis de la commission de sécurité.**

Voir liste des bâtiments jointe

Existe-t-il des ERP (Etablissements Recevant du Public) susceptibles d'accueillir plus de 5 000 personnes ?

OUI / **NON**

Si OUI, en préciser le nom, la nature et la capacité **et transmettre le plan ainsi que le dernier avis de la commission de sécurité.**

MESURES DE SÉCURISATION DES BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS

Décrire aussi précisément que possible les mesures de sécurisation des biens et installations (description des critères de protection, moyens mis en œuvre, montant des dépenses budgétaires inscrites ou programmées etc.).

Déploiement progressif de systèmes d'alarme et de vidéosurveillance dans les CFA. Analyse en cours.

PANNEAUX SOLAIRES

Existe-t-il des panneaux solaires posés au sol ?

OUI / **NON**

Si oui, compléter le tableau ci-après.

Adresse	Type de matériel	Surface m ² de l'installation	Valeur € de l'installation	Puissance KVA de l'installation	Chiffre d'affaires €

Existe-t-il des panneaux solaires en toiture appartenant au souscripteur ?

OUI / NON

Si oui, compléter le tableau ci-après.

Adresse	Type de matériel	Surface m ² de l'installation	Valeur € de l'installation	Puissance KVA de l'installation	Chiffre d'affaires €

Existe-t-il des panneaux solaires en toiture n'appartenant pas au souscripteur ?

OUI / NON

Si oui, compléter le tableau ci-après.

Adresse	Type de matériel	Surface m ² de l'installation	Valeur € de l'installation	Puissance KVA de l'installation	Chiffre d'affaires €
Site COLMAR					En cours d'installation

Joindre les conventions passées avec les propriétaires des panneaux. OK

BÂTIMENTS SPÉCIFIQUES

Le souscripteur possède-t-il et/ou occupe-t-il les bâtiments suivants ?

Installations de production d'électricité (hors panneaux solaires) / gaz	OUI / NON
Parkings souterrains ou aériens (bâtiments) de plus de 20 000 m ²	OUI / NON
Immeubles de Grande Hauteur + d'infos	OUI / NON
Marché d'Intérêt National	OUI / NON
Chapiteaux fixes d'une valeur supérieure à 1 500 000 €	OUI / NON

Ateliers relais, pépinières d'entreprises, bâtiments industriels, agricoles ou commerciaux

OUI / NON

En cas de réponse positive à l'une des questions ci-dessus, **compléter le fichier Excel.**

LES BIENS EXTÉRIEURS

Nombre approximatif (ou fourchette) de :

Kiosques	
Fontaines	
Statues	
Autres à préciser	

AUTRES INFORMATIONS

RAYONNEMENTS IONISANTS

Le souscripteur utilise-t-il des sources de rayonnements ionisants ou radio-isotopes ?

OUI / NON

CHAMBRES FROIDES

Nature et valeur approximative du contenu des chambres froides :

En cours d'évaluation

Autres précisions éventuelles :

--

VÉLOS À ASSISTANCE ÉLECTRIQUE

Le souscripteur possède-t-il des VAE ?

OUI / NON

Si oui nombre :

SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

Nombre de préposés du souscripteur ayant la qualité de sapeurs-pompiers volontaires :

personnes

RENONCIATIONS À RECOURS

Au bénéfice du souscripteur

Existe-t-il des conventions de renonciation à recours dans les baux (ou conventions de mise à disposition) passées par le souscripteur pour des locaux dont il est locataire ou occupant ?

OUI / NON

Existe-t-il des conventions de renonciation à recours dans les baux (ou conventions de mise à disposition) passées par le souscripteur pour des locaux dont il est propriétaire ?

OUI / NON

En cas de réponse positive à l'une des deux questions ci-avant, **joindre la liste des bâtiments concernés.**

Accordées par le souscripteur

Existe-t-il des conventions de renonciation à recours dans les baux (ou conventions de mise à disposition) passées par le souscripteur pour des locaux dont il est locataire ou occupant ?

OUI / NON

Existe-t-il des conventions de renonciation à recours dans les baux (ou conventions de mise à disposition) passées par le souscripteur pour des locaux dont il est propriétaire ?

OUI / NON

En cas de réponse positive à l'une des deux questions ci-avant, **joindre la liste des bâtiments concernés.**

CFA Agen

En cas de réponse positive à la question ci-avant, **préciser le nom et la qualité des occupants ainsi que la nature de l'activité exercée.**

Dans les deux cas, **joindre les conventions ou baux concernés.**

AUTRES INFORMATIONS QUE LE SOUSCRIPTEUR SOUHAITE PORTER À LA CONNAISSANCE DE L'ASSUREUR
